

Discours du Président du Syndicat National de la Sidérurgie Déclaration publique sur la situation de l'usine Novasco Hagondange

Hagondange, le 04 septembre 2025

Mesdames et Messieurs, Chers collègues, Chers habitants de Lorraine,

Aujourd'hui, c'est bien plus qu'une usine qui est menacée. C'est une mémoire, une fierté, une colonne vertébrale industrielle qui vacille. L'usine Novasco d'Hagondange, héritière de la SAFE fondée en 1932 par Louis Renault, est sur le point de disparaître. Sur tous les sites de Novasco, ce sont 740 emplois directs, 740 familles, 740 destins suspendus à une décision politique. Sont également concernés tous les partenaires et sous-traitants de ces usines qui participent à la vie industrielle et économique des communes concernées.

Depuis près d'un siècle, ce site a forgé l'acier, mais aussi l'identité de toute une région. Il a traversé les crises, les rachats, les restructurations, les redressements judiciaires. Il a résisté. Il a innové. Il a formé des générations d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs, Il a été un pilier de l'industrie française.

Mais aujourd'hui, ce pilier est fissuré. Et ce n'est pas le fruit du hasard. C'est le résultat d'un désengagement progressif, d'un manque d'investissements, d'une absence de vision industrielle. C'est aussi le reflet d'une crise automobile profonde, de la montée des véhicules électriques, de la délocalisation des équipementiers, et d'un accident dramatique qui a stoppé la production pendant deux mois.

Et pourtant, malgré tout cela, l'espoir existe. Des repreneurs potentiels ont été approchés : ce sont des industriels étrangers turcs, indiens, coréens qui ont manifestés un intérêt, mais peu de repreneurs potentiels français ou européens. Mais ces potentiels repreneurs ont besoin de temps. De temps pour étudier, pour formaliser, pour s'engager. Ce temps, c'est le gouvernement qui peut le leur offrir.

Nous demandons solennellement à l'État, dans le cadre de sa stratégie de réindustrialisation, de débloquer 10 à 15 millions d'euros. Ce n'est pas une aide. C'est un acte de foi. C'est un engagement pour l'avenir. C'est un signal fort envoyé à tous ceux qui croient encore en l'industrie française. Car fermer une aciérie, c'est facile. Mais en réouvrir une, en cas de besoin stratégique, c'est presque impossible. L'acier, c'est le premier maillon de notre souveraineté industrielle. Sans lui, c'est toute la chaîne qui s'effondre.

Et ce qui se joue ici à Hagondange, se joue aussi ailleurs. Partout en France, partout en Europe, l'industrie métallurgique recule. Des sites ferment. Des compétences se perdent. Des savoir-faire s'éteignent. Et pendant ce temps, notre dépendance aux importations augmente dangereusement.

Nous achetons notre acier en Chine, en Turquie, en Inde... Mais que ferons-nous demain, si ces pays ferment leurs frontières ? Si les tensions géopolitiques bloquent les flux ? Si une crise internationale rend l'approvisionnement incertain ? Si nous avons besoin, en urgence, de produire pour notre défense, notre énergie, notre mobilité ?

Ce n'est pas de la fiction. C'est une réalité stratégique. L'acier est au cœur de toutes les grandes transitions : - Il est indispensable à la construction des infrastructures énergétiques, y compris les renouvelables. - Il est vital pour les transports, les machines, les équipements médicaux, les outils agricoles. - Il est irremplaçable dans l'industrie de la défense, dans l'aéronautique, dans le spatial. Et pourtant, en France, nous avons laissé s'éroder notre capacité à produire cet acier. Nous avons laissé partir les laminoirs, les aciéries, les fonderies. Nous avons regardé, impuissants, les plans sociaux se succéder, les sites se démanteler, les compétences s'exiler.

En Europe, la situation est similaire. La sidérurgie européenne est sous pression : concurrence déloyale, dumping environnemental, explosion des coûts énergétiques. Et face à cela, les réponses

sont trop lentes, trop timides, trop fragmentées.

Il est temps de changer de cap. Il est temps de considérer l'industrie métallurgique non pas comme un vestige du passé, mais comme un levier d'avenir. Il est temps de bâtir une politique industrielle cohérente, ambitieuse, protectrice. Une politique qui investit, qui anticipe, qui valorise les territoires et les hommes et les femmes qui font l'industrie.

Hagondange peut être un symbole. Le symbole d'un sursaut. Le symbole d'un refus de l'abandon. Le symbole d'une volonté politique de reconquête industrielle.

La souveraineté industrielle ne se décrète pas. Elle se construit. Elle se protège. Elle s'anticipe.

La Lorraine, berceau de la sidérurgie, ne doit pas devenir un désert industriel. Elle est riche de compétences, de savoir-faire, d'institutions reconnues : ArcelorMittal, Saarstahl Rail, L'IRT (L'Institut de Recherche Technologique Matériaux, Métallurgie et Procédé) à Metz, l'Université de Lorraine. Ce tissu industriel ne peut survivre sans ses fondations.

Monsieur le Président de la République, Monsieur le Ministre de l'Économie, Monsieur le Ministre de l'Industrie, Vous avez promis la réindustrialisation. Vous avez parlé de souveraineté. Vous avez évoqué la relocalisation. Voici l'occasion d'agir. Voici l'occasion de prouver que ces mots ne sont pas que des slogans. Voici l'occasion de sauver une usine, une région, une filière. Nous ne demandons pas l'impossible. Nous demandons du temps. Nous demandons du courage politique. Nous demandons de croire encore en l'industrie française. Ne laissez pas Hagondange et les autres sites de Novasco mourir. Ne laissez pas les salariés et leur famille sombrer dans l'incertitude. Ne laissez pas s'éteindre une flamme qui brûle depuis 1932.

L'histoire industrielle de la France mérite mieux. La Lorraine mérite mieux. Les salariés de Novasco méritent mieux.

Mesdames et Messieurs, Je vous remercie de votre attention